



7 juillet après-midi

Le sens de l'action associative

Introduction. Sens de l'action associative, par Paul Blanquart

On m'a demandé d'introduire cette réflexion en vous donnant un point de vue sur le sens de l'action que vous menez, en temps que sociologue et philosophe. Pour cela, je vais commencer par parcourir la trajectoire de l'aventure humaine, de ses origines à la modernité avec l'émergence de l'État moderne.

Auparavant, dans les sociétés premières, la société était organisée autour du clan, de l'ethnie et du sang. Chacun trouvait sa place dans la pyramide : les femmes étaient inférieures aux hommes, les esclaves aux hommes libres. Il y avait un ordre « naturel », avec en dessous les singes, et puis les plantes et les animaux.

Au Moyen Âge, dans la ville médiévale, l'émergence de communes libres et l'apparition de corporations autour des métiers ont permis la naissance d'une auto organisation. C'était nouveau par rapport à l'ordre antérieur. Les artisans se sont organisés localement en fabriquant des choses, en jouant de la diversité de façon créative. On a commencé à parler d'associations, de corporations, de conjurations. À la base, il y avait un serment. L'association trouve sa racine dans cette émergence, qui est aussi celle d'une réalité politique et culturelle.

Avec Descartes, on commence à parler d'humanisme, d'un humanisme qui s'affranchit de la nature et qui la domine. On affirme le pouvoir de l'homme sur la nature, dans un mouvement d'autonomie qui s'appuie sur la science. L'homme se sert de la mathématique pour construire son domaine.

Cela donne la techno administration, les ingénieurs dès le XVII^{ème} siècle. En France, cela donne Vauban, qui aplatit les forteresses. C'est le règne de la ville royale, des jardins à la française. Il s'agit d'intérioriser l'ordre. Tout se réduit à ce qu'on peut organiser mathématiquement. Dans cette perspective, les associations ne comptent pour rien. Mais il reste l'association d'avant, comme un vestige, comme du folklore, plus ou moins enrobé de religieux. C'est ce qui n'est pas encore pris par l'État.

Avec la révolution française, quelque chose de radicalement nouveau surgit avec la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, à l'origine du droit. Le droit est également un devoir, avec une morale civique dans laquelle chacun est responsable. Malheureusement, cela restera une déclaration, car ce sont les jacobins qui gagnent, en confondant la République et l'État. Exit la citoyenneté qui pouvait être une reprise de l'idée associative, où tous sont à égalité pour produire du lien. L'État va beaucoup contribuer à l'essor de l'industrie, en renouant avec Colbert. La volonté rationnelle de l'État se sert de la mathématique, du calcul et de la norme. L'État s'applique à faire intérioriser cette conception par les citoyens.

Dans cette optique, la nature est une réserve exploitable. On est loin de la situation « où l'on tuait le crocodile en lui demandant pardon », où la nature était notre maison, Oikos (qui a donné économie).

Avec la révolution industrielle, on s'est engagé dans un processus d'artificialisation, avec un idéal de travail et de progrès où ce qui définit l'humain c'est d'être producteur. On s'est donc appliqué à dresser la main-d'œuvre, à transformer la ville en une usine, avec ses ingénieurs. L'ouvrier, on ne lui demande pas de penser son travail.

Et les associations, là-dedans ? Dans ce processus, la culture n'a pas sa place. Donc on pourchasse les associations. Mais celle-ci résistent. D'où un énorme combat de la classe ouvrière. Mais celle-ci s'est fixée pour objectif de prendre possession de l'État pour que les dominés deviennent dominants, mais sans changer la logique d'ensemble.

Cependant, il y a des exceptions. En Franche-Comté, une autre logique d'auto organisation a résisté, d'où la répression « Comtois rends toi », avec la réponse « Nenni ma foi, nous sommes tous rois ». Ces gens-là étaient des associatifs. Cela rejoint le combat de Proudhon contre l'organisation industrielle. Proudhon défendait les artisans, le beau travail, bien fait, le travail artiste. Cependant, l'industrie du XIXe siècle ne marche pas bien. Les ouvriers meurent en grand nombre (Zola). Il manque quelque chose à la machine. D'où une évolution, arraché par les luttes.

L'État devient social, devient providence d'où les lois sociales, les politiques sociales. On crée un corps nouveau de travailleurs sociaux. Cette évolution s'appuie sur les réserves [de l'action citoyenne], des vestiges de l'organisation associative. Une partie du travail social va être recyclée, en reprenant aussi le travail d'institutions religieuses (nous sommes ici au séminaire, dans une maison de Saint-Vincent-de-Paul).

Intellectuellement, cela ne fait pas trop sortir du système l'État social, qui satisfait les besoins des gens pour qu'ils puissent continuer à produire. Un sociologue, Adelphe Quetelet, a défini au 19^{ème} l'homme social moyen dans l'optique d'une « physique sociale », qui tend à imposer une norme. Cette façon de penser est en connivence avec une conception de l'action collective qui repose sur la définition des besoins. « Mais si on se définit par des besoins, où est pour chacun sa capacité de création, son intériorité, sa vie ? ».

On s'éloigne de l'humanisme au fur et à mesure qu'on définit des besoins moyens. La ville devient fonctionnaliste, centrée sur la réponse aux besoins de consommation matérielle. On va recycler les vestiges associatifs dans le travail social, socioculturel, les loisirs¹.

Aujourd'hui

Le travailleur est devenu consommateur. Patrick Le Lay donne la clé « Le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola en lui vendant du temps de cerveau humain disponible ». Aujourd'hui, avec la globalisation, la crise de l'État est une crise de la territorialisation et de la socialisation. L'industrie elle-même est en crise, car ce qui domine ce sont les marchés financiers ou l'argent circule à toute vitesse, avec 2 catégories : les floués et les entubeurs. Les gens font fonctionner des machines folles. La politique n'existe plus. C'est la logistique qui devient le lieu du pouvoir, cybernétiquement gouverné par la finance.

La logique dominante est aujourd'hui devenue financière. La finance détruit la société et la politique. Elle veut détruire ce qui reste de politique dans la société et en particulier dans l'action associative. Vous n'avez plus vers qui vous tourner, car vous ne pouvez vous appuyer ni sur les banques ni sur l'État. Vous avez à vous redéfinir pour recréer des capacités d'action. Vous êtes coresponsables de l'avenir car c'est en grande partie sur vous que repose la construction d'une alternative.

Les dangers qui nous menacent

Nous sommes entrés dans l'Anthropocène. L'homme est devenu en mesure de détruire la planète, et cette destruction a déjà commencé. **La Techné** bouffe le Bios. L'intelligence humaine elle-même peut être recyclée avec le trans-humanisme où l'on va vers des zombies post humains. On arrive au stade ultime.

Cela se traduit par la destruction de l'association. L'État est à la finance ce que les travailleurs sociaux étaient à l'État. Il devient lui-même un travailleur social, chargé d'amortir les conséquences des catastrophes.

Existe-t-il une alternative ?

Avec tout ce processus, on a perdu la démocratie. Il s'agit de revenir à la démocratie par tous, égaux et différents. Le contenu de la démocratie, c'est le dialogue. « con » (avec) va avec « dis » (différent). Cela se pose à l'identité, à la « mêmeté », et cela va de pair avec la complexité (on n'est pas moins divers d'être unis). Cela va également de pair avec le changement. « Si je reste le même je meurs. Ce qui renouvelle, c'est la rencontre, c'est l'émergence du nouveau par les failles du système ».

Écologie et démocratie, c'est la racine du nouvel humanisme. Il ne faut pas se contenter de penser global pour agir local. Il faut penser universel. L'universel ne peut pas être globalisé. La planète n'est vivante que si chaque lieu est vivant. La ville n'est pas globale, mais « cosmopolitis », car chaque ville, chaque territoire apporte quelque chose de différent.

¹ Note du rapporteur : cependant, au XXe siècle, des droits fondamentaux nouveaux ont progressivement été reconnus. Avec eux ont émergé de nouvelles politiques publiques et de nouvelles familles d'associations. Mais celles-ci se sont davantage construites comme des prolongements de l'État social que comme des initiatives de citoyens libres, même si leur gestion a été pendant une longue période démocratique et citoyenne. L'État a progressivement resserré les contrôles et les normes au point d'en faire aujourd'hui des prestataires, malheureux car gardant la conscience de leur liberté perdue.

Dans cette conception, la planète devient une immense association. C'est ça la vie. C'est le travail associatif de toutes les composantes qui permet de fabriquer du nouveau, de trouver des issues. On est d'autant plus humain qu'on est soi-même.

La brochure que vous avez faite sur l'écologie au quotidien est remarquable, car elle fourmille de solutions concrètes pour aller dans ce sens. C'est à partir de telles solutions concrètes qu'on pourra construire une alternative à la logique dominante.

Restitution du travail en petits groupes

Un travail en petits groupes a été organisé autour de la question : quelle est la portée et le sens de chacune des actions que nous menons sur le terrain. L'objectif n'est pas de parvenir à une définition commune et uniforme des valeurs poursuivies par chacun, mais de développer des échanges et de favoriser des convergences. Nous restituons une synthèse des mots-clés exprimés par les groupes :

Ce que nous recherchons

Faire société	Partage Humanisme Fraternité Solidarité au double sens de venir en aide et d'être solidaire Relations de réciprocité De l'humain dans les modes de pensée et les modes de faire Une société par tous et pour tous Transformation sociale
Droits, dignité, biens communs	Justice Egalité Dignité de tous, refus de la stigmatisation Biens communs : se réapproprier les biens communs et les gérer collectivement Recherche de l'intérêt général Humanisme. Construire ensemble les droits et le droit Droits culturels Droit à la santé, à l'éducation, à la culture,
Coopérer, construire	Logiques de coopération qui s'oppose à la compétition Co-construction (en s'appuyant sur ce qui est commun et en relativisant les oppositions) Mutualisation et transmission des expériences « utopiques » c'est-à-dire innovantes et porteuses d'alternatives, même à une échelle très réduite,
démocratie, citoyenneté	Participer à l'invention d'une démocratie effective au niveau local, national, européen Citoyenneté active Rendre possible la participation de tous, faciliter l'engagement militant Reconnaissance de la citoyenneté Débat public pour aborder les questions larges, même provocantes
Un monde soutenable	Contribuer à la nécessaire transition écologique Réduire les contradictions entre les paroles et les actes
Émancipation, capacitation citoyenne	Éducation et pédagogie émancipatrice Rendre accessible les moyens de parvenir à la démocratisation Reconnaissance réhabilitation des objectifs de chacun Autonomie Capacitation, c'est-à-dire développement des capacités d'agir des citoyens Pédagogie

	Faciliter l'accès au savoir, afin de faire prendre conscience du monde qui nous entoure, première étape de la transformation sociale
Épanouissement et construction des personnes	Que toutes les personnes puissent se construire Donner à chacun le temps de se construire (lutte contre la dictature de l'urgence)

Comment chacun on est arrivés à des valeurs de solidarité

	Conscience du monde Indignation Révolte Dénonciation de l'injustice Choc suite à un événement Valeur de l'exemple d'une personne Désir d'utilité Désir de construire un monde autre, juste, fraternel Devoir de témoigner Innocence et naïveté
--	---

Voies, moyens

	Décloisonnement Action collective Aller vers les habitants, les citoyens Attention aux autres, écoute, ouverture Création des conditions favorisant la participation de tous Définition de la personne par toute sa vie et non par la seule question : « quel travail tu fais ? » Mutualisation des projets, des savoirs, des moyens (= réinvention des coopératives et des mutuelles) Préservation des temps de débat, même si ça limite l'efficacité à court terme Nécessité de s'organiser pour que chacun fasse sa part de travail Capitalisation des expériences Utilisation du référendum pour la gestion des biens communs Représentation des minorités Transmission des savoirs et de l'expérience Formation (au sens d'éducation émancipatrice) Co-construction avec d'autres acteurs Trouver de nouvelles formes de salariat militant
--	--

Les freins aux valeurs

	Concurrence Consumérisme Aliénation (= intériorisation de valeurs et d'une vision de soi qui ne sont pas les siennes) Aggravation des situations personnelles (chômage) et collectives (difficultés associatives) qui entraînent l'isolement et le repliement sur soi Exclusion, atomisation des personnes Précarité, (notamment dans le salariat associatif) Lutte de tous contre tous Déficit de formation et de connaissance Normalité imposée
--	---

Débat général

Importance de ce travail sur les fondements de notre action : ce travail a permis de dénombrer un certain nombre de nos raisons d'agir. Cela nous permet de mieux analyser les situations et les actions. Ce travail est d'autant plus pertinent qu'il est construit à partir des faits. Mais il reste tout un travail à faire pour approfondir, hiérarchiser, identifier les valeurs communes. Il est également indispensable de réfléchir à la cohérence de ces valeurs entre elles et avec nos actions. Mais il est très important de faire ce débat sur les valeurs qui nous soutiennent alors que le système nous en propose d'autres, inacceptables. En effet, pour que nos actions soient justes, il faut avoir réfléchi à leurs fondements.

Le sens du mot valeur doit être explicité. La valeur, c'est ce qui vaut, ce dans quoi on se reconnaît et aussi ce par quoi on communique. Il y a une valeur monétaire : ce par quoi on va pouvoir se lier dans un échange. Il y a une histoire des valeurs communes il y a une histoire des sociétés et des liens qui unissent les humains. Alors qu'il y a aujourd'hui une désocialisation, il y a des gens jetables, des gens déliés, sans valeur reconnue par la société. Notre objectif est de redonner de la valeur à chacun c'est-à-dire du lien.

Un travail est à faire sur les mots. Le langage est une arme. Le maître est celui qui domine le langage, car le premier lien social est celui du langage. Nous devons être aigus sur la définition des mots, mener une lutte sémantique. Parmi les mots employés aujourd'hui certains sont très importants : solidarité qui renvoie à « in solidum », c'est-à-dire une responsabilité partagée et non à une aide. Le mot réciprocité est également fondamental. Il renvoie à l'irréductibilité de chacun dans ce qu'il a d'unique et à la dignité.

Un débat s'est engagé sur la stratégie à adopter.

- Pour certains, nous sommes en face d'un monstre, et nous sommes faibles. Il serait suicidaire de s'engager front contre front. Mais par la multitude des actions associatives qui sont menées, on peut « miter le paysage », c'est-à-dire s'organiser pour faire du réseau à partir d'actions porteuses de valeurs alternatives. Mais sans trop se manifester. Il faut garder une certaine clandestinité, car si l'on est trop visible pour sera vite récupérés. Le but n'est pas de vaincre aujourd'hui mais de construire des choses sur lesquelles on pourra s'appuyer le jour de la catastrophe. À condition toutefois que ces îlots d'alternatives soient suffisamment forts, avec des fondements philosophiques et des méthodes assurées.
- Pour d'autres, nous sommes faibles, mais en même temps nous sommes forts car nous articulons notre travail avec la dignité. C'est pour cela que le Collectif a pu gagner des batailles avec très peu de moyens : il faut que les principes soient clairs et que l'action soit crédible.

L'éducation comme une émancipation. Beaucoup de problèmes se posent du fait de préjugés qui sont souvent liés à l'ignorance. L'ignorance est le fondement de l'aliénation (par exemple, beaucoup de migrants sont dominés par l'argent qu'ils n'ont pas). D'où l'importance du travail d'éducation conçu comme une émancipation et un renforcement de la capacitation citoyenne.

Les contours d'une alternative globale. Ce travail montre que toutes ensemble les actions que nous menons tracent les contours d'une alternative globale au système dominant, même si chacun dans son action n'a pas l'impression de changer le monde à lui tout seul. Nous devons prendre en compte le très grand nombre de nos associations citoyennes. À elles toutes, les actions des associations citoyennes contribuent à déjà réalisé une société plus humaine en contribuant à :

- la dignité de tous, le refus de la stigmatisation, l'accès de tous aux droits fondamentaux, notamment la culture, la santé, l'éducation,
- une société par tous et pour tous, où chacun peut participer à la construction de la société,
- un monde soutenable, c'est-à-dire écologiquement et humainement responsable,
- une société où l'économie est au service de la société et non l'inverse,
- des logiques de coopération et de fraternité qui s'opposent à la compétition généralisée,
- la participation à une démocratie effective au niveau local, national, européen, mondial,
- l'émancipation des personnes et le renforcement des « capacitations citoyennes », par la possibilité offerte à chacun de s'éduquer et de participer librement à des actions au service de la société.

Dans un contexte où la sphère politique est défaillante, où les forces économiques paraissent en mesure d'imposer leur logique à des pays comme la Grèce et à beaucoup de citoyens, **la responsabilité des associations citoyennes est considérable.** Il est nécessaire d'être à la fois exigeants sur la qualité de notre travail collectif, garder une certaine **humilité sur l'efficacité à court terme** de nos actions, et avoir des **positions franches et cohérentes** qui seules sont en mesure de contribuer à ce travail de conscientisation et d'éducation, qui constitue la clé de la **transformation sociale du futur.**